

1. Règlement d'intervention PM'up

Avec PM'up, la Région Ile-de-France soutient le développement des petites et moyennes entreprises (PME). Pour ce faire, elle mobilise une aide financière et un appui technique pour accompagner durant 3 ans les stratégies de croissance de ces entreprises.

Le présent règlement fixe les conditions d'intervention de l'aide régionale. Une notice technique régulièrement mise à jour est accessible sur www.iledefrance.fr afin d'apporter, à travers des exemples concrets, les réponses aux interrogations concernant les modalités d'application du règlement.

1) Base juridique

Ce dispositif d'aide s'inscrit dans le cadre des articles L.1511-1 et suivants, ainsi que de l'article L.4211-1 du code général des collectivités territoriales. Il est pris en application :

- du régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la commission européenne le 17 juin 2014, modifié par règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017
- du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013
- du règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012.
- du régime cadre notifié SA. 39618 « Aide aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire » entré en vigueur le 19 février 2015.

2) Structures éligibles

Sont éligibles les petites et moyennes entreprises, telles que définies dans l'annexe 1 du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014, comptant au moins 5 salariés et ayant au moins un établissement en Ile-de-France.

La catégorie des petites et moyennes entreprises est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

Ne sont cependant pas éligibles :

- les entreprises se trouvant dans une situation répondant à la définition communautaire « *d'entreprises en difficulté* » (article 1 § 4 point c et article 2 § 18 du règlement général d'exemption par catégorie)
- les entreprises exerçant leur activité dans un secteur exclu du champ d'application du règlement général d'exemption par catégories (article 1 § 3 du règlement général d'exemption par catégorie)

- les entreprises faisant l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant les aides illégales et contraires au marché commun (Article 1 § 4 point a du règlement général d'exemption par catégorie)

3) Projets éligibles

Les projets soutenus portent sur un ou plusieurs des axes de développement suivants :

- Développement international : conquête de marchés, internationalisation
- Diversification de l'activité, lancement de nouveaux produits/services
- Accroissement et modernisation des capacités de production
- Optimisation de la chaîne de valeur :
 - o Interne : organisation, qualité, commercial, marketing, ressources humaines, digitalisation
 - o Externe : partenariats, intelligence économique, supply chain
- Amélioration de la performance sociale et/ou environnementale

4) Critères de sélection

Les critères de sélection des projets sont :

- la viabilité de l'entreprise
- la pertinence de la stratégie
- le potentiel de création d'emplois
- le potentiel de développement international
- la contribution du projet au développement de l'Île-de-France¹

La Région peut solliciter l'avis du jury régional de sélection PM'up pour apprécier ces différents critères.

5) Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont effectuées auprès d'un tiers aux conditions du marché sans que l'acquéreur soit en position d'exercer un contrôle sur le vendeur, ou vice-versa.

Les prestations de recherche et développement ne sont pas éligibles.

Les dépenses éligibles retenues sont les coûts hors taxes pour les structures assujetties à la TVA et les coûts toutes taxes comprises pour les structures non assujetties à la TVA.

a) Investissements matériels et immatériels

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles consistent en l'acquisition d'immobilisations corporelles et/ou incorporelles (y compris l'acquisition de licences) :

- permettant un accroissement ou une diversification de la production de l'entreprise ;
- ou bien un changement fondamental de l'ensemble du processus de production.

Les dépenses d'investissements matériels et immatériels éligibles sont considérées comme des éléments d'actif amortissables et figurent à l'actif de l'entreprise pendant au moins trois ans.

¹ Ce critère est notamment apprécié au regard de l'ancrage local de l'entreprise, des retombées sociales, sociétales et environnementales du projet et de sa participation aux orientations prioritaires régionales.

Les investissements immatériels doivent être effectués exclusivement dans l'entreprise bénéficiaire de l'aide.

Les dépenses d'études et de conseils liées à ces investissements sont également éligibles.

Les dépenses d'investissements matériels ou immatériels bénéficient d'un taux de subvention maximum de 20 % pour les petites entreprises et de 10 % pour les entreprises moyennes.

Pour les structures d'insertion par l'activité économique conventionnées relevant de la catégorie des moyennes entreprises, le taux maximum de prise en charge des investissements est de 20%.

b) Dépôt et extension de brevet

Les dépenses de dépôt et d'extension de brevets éligibles sont :

- les coûts liés à l'obtention, à la validation et à la défense des brevets dans le cadre du dépôt dans la première juridiction ou de l'extension dans une nouvelle juridiction.
- les frais de traduction et autres liés à l'obtention ou à la validation des droits dans d'autres juridictions.

Les dépenses de dépôt et extension de brevets bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50%.

c) Conseil

Les coûts admissibles sont les coûts afférents aux services de conseil fournis par des conseillers extérieurs.

Les services en question ne peuvent constituer une activité permanente ou périodique et ils sont sans rapport avec les dépenses de fonctionnement normales de l'entreprise, telles que les services ordinaires de conseil fiscal ou juridique, ou la publicité. Ils donnent lieu à la réalisation d'un livrable².

Les dépenses relevant du développement technologique des produits et services de l'entreprise ne sont pas éligibles.

Les dépenses de conseil bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50 %.

d) International

Les coûts admissibles sont :

- La première participation à des salons internationaux : coûts résultant de la location, de la mise en place et de la gestion d'un stand lors de la première participation d'une entreprise à un salon donné.
- Les missions réalisées par recours au volontariat international en entreprise (V.I.E.).
- Les prestations de conseil en développement international (vérifiant les critères énoncés au paragraphe c) ci-dessus).
- L'accompagnement pour une certification internationale.

Ces dépenses bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50 %.

² Rapport présentant conclusions et préconisations relatifs à la mission confiée

e) Recrutements structurants

Les dépenses de recrutement éligibles sont les coûts salariaux sur un an à compter de l'embauche en contrat à durée indéterminée d'un salarié sur une fonction nouvelle permettant d'améliorer la structure d'encadrement de l'entreprise. Le recrutement par promotion interne est admis sous réserve que la personne promue soit remplacée. L'aide ne peut porter sur plus de 3 recrutements.

Les recrutements bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50 %. L'aide est plafonnée à 25 000 € par recrutement, soit 75 000 € maximum par projet.

6) Taux de subvention et plafonnement

La subvention régionale est plafonnée à 250 000 € par projet.

Les taux de subvention maximum sont les suivants :

Nature de la dépense	Taux de subvention	
	Petites entreprises ¹	Moyennes entreprises ¹
Investissements	20 %	10 %
Dépôt et extension de brevets	50%	
Conseil		
International		
Recrutements		

¹ Une petite entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros.

7) Règles de cumul

Les dépenses faisant déjà l'objet d'un financement de la Région Ile-de-France ne sont pas éligibles.

Les aides attribuées sur la base du règlement N°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis de la commission du 18 décembre 2013 (<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32013R1407>) et du règlement N°360/2012 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis SIEG de la commission du 25 avril 2012, sont soumises aux règles de cumul de ces règlements (<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32012R0360>).

Par ailleurs, les aides attribuées dans le cadre du régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014, sont soumises aux règles de cumul prévues par ce règlement (<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32014R0651>).

8) Attribution des aides et modification du plan de développement

a) Attribution des aides

L'aide et son montant sont décidés par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

L'aide porte sur la totalité du projet retenu, mais la Région peut décider de plafonner le montant de subvention en fonction des axes ou dépenses du projet.

b) Date de prise en compte des dépenses

L'aide est réputée avoir un effet incitatif à compter de la date de dépôt du dossier de candidature. Le dossier de candidature doit être déposé avant le démarrage du projet. Il précise notamment les informations suivantes :

- le nom et la taille de l'entreprise ;
- une description du projet, y compris ses dates de début et de fin ;
- la localisation du projet ;
- une liste des coûts du projet ;
- le montant de l'aide PM'up sollicitée et des autres financements publics envisagés pour financer le projet ;
- Une attestation sur l'honneur portant sur les aides « *de minimis* » perçues et demandées au cours des 2 derniers exercices fiscaux et de celui en cours.

Les dépenses éligibles liées au projet sont prises en compte à compter de la date de dépôt de la candidature.

La Région Ile-de-France peut solliciter tout justificatif permettant d'apprécier la nature et le coût estimé des dépenses pour lesquelles la subvention est sollicitée.

c) Modification du projet

Le projet retenu est annexé à la convention et précise les axes stratégiques pour lesquels l'aide pourra être mobilisée. Les dépenses éligibles relevant de ces différents axes ouvrent droit à la subvention dans la limite du montant d'aide attribué.

En cas d'évolution du projet, la Région peut décider de soutenir de nouveaux axes stratégiques par décision de la Commission permanente. L'aide est alors réputée incitative si une demande de l'entreprise précisant les nouvelles orientations du projet est adressée préalablement à l'engagement des dépenses concernées.

Sauf décision expresse par délibération de la Commission permanente, toute évolution du projet ne peut avoir comme conséquence un dépassement du montant de subvention accordé.

9) Evaluation et indicateurs

Des points d'étape sont organisés chaque année avec l'entreprise.

A cette occasion, il lui sera demandé de fournir :

- l'évolution de ses effectifs ;
- un état des aides publiques perçues ;
- les derniers comptes disponibles.